



Communiqué de presse

Paris, le 24 avril 2024

Conjoncture économique 2023 et perspectives 2024 en Outre-mer : Parer les chocs et trouver un chemin de croissance durable

À l'occasion de la conférence de presse annuelle donnée au siège parisien des Instituts d'Émission, Ivan Odonnat, Président et Directeur général et Stéphane Foucault, Directeur, ont présenté la situation des économies ultramarines à court et moyen termes.

2023 : face à de multiples chocs, un repli de l'inflation et un climat des affaires assez résilient

L'an dernier a été marqué par l'atténuation des tensions sur les prix de l'énergie et sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais aussi par l'impact d'un resserrement monétaire sans précédent, renchérissant le coût du crédit. À ces chocs externes se sont ajoutés plusieurs chocs d'offre propres à chaque territoire d'Outre-mer, en lien avec ses vulnérabilités économiques, sociales ou météorologiques.

Ce contexte a pesé sur les prix et la demande. Dans les Outre-mer, comme dans l'hexagone, l'inflation a nettement reflué en 2023, passant d'environ 5% en décembre 2022 à 2,5 % en décembre 2023. La dynamique de la consommation des ménages et des crédits à l'habitat s'est infléchie. L'indicateur du climat des affaires a baissé, même si en général il est demeuré au-dessus de sa moyenne de long terme. L'emploi salarié privé a dans l'ensemble progressé, mais les difficultés de recrutement se sont intensifiées et le taux de chômage est resté élevé.

2024 : la perspective d'une fragilisation des entreprises et d'un recul de l'activité dans certains territoires

Depuis quelques mois, les défaillances d'entreprises sont en nette augmentation, particulièrement dans les bassins atlantique et indien. Dans tous les territoires, ces tensions sont principalement marquées dans les secteurs de la construction et du commerce, où elles s'accompagnent d'une érosion des effectifs salariés. En Guyane, à Mayotte et surtout en Nouvelle-Calédonie où les modalités de sortie de crise du secteur du nickel sont encore incertaines, les chefs d'entreprise s'attendent même ainsi à une baisse d'activité tous secteurs confondus.

À moyen terme : les conditions d'un chemin de croissance durable

Trouver un chemin de croissance durable passe à la fois par un renforcement de l'investissement productif, notamment privé et en particulier dans le domaine de la transition énergétique et par une meilleure intégration des Outre-mer dans leur voisinage régional. Dans cette perspective, il est impératif de créer les conditions de la compétitivité (accélérer la transformation numérique, faire aboutir les réflexions engagées sur la fiscalité et les retards de paiement, former les dirigeants et les salariés) et de l'attractivité (libérer le foncier, concrétiser les projets de transport, réduire l'insécurité).

L'IEDOM assure le rôle de banque centrale pour le compte de la Banque de France dans les départements et collectivités d'outre-mer dont la monnaie est l'euro. **L'IEOM** est la banque centrale des collectivités d'outre-mer du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), dont la monnaie est le franc Pacifique (F CFP).

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur les sites www.iedom.fr et www.ieom.fr

Contact presse : Marie AOURIRI - tél : 01 42 97 06 50, communication@iedom-ieom.fr

CONJONCTURE 2023 ET PERSPECTIVES 2024 POUR LES ÉCONOMIES D'OUTRE-MER : PARER LES CHOCS ET TROUVER UN CHEMIN DE CROISSANCE DURABLE

2023 : sous l'effet de multiples chocs, un repli de l'inflation et un climat des affaires assez résilient

Une baisse des prix de l'énergie et un resserrement de la politique monétaire

> l'inflation reflue en 2023

entre **+2,5%** et **+3,5%** dans les DCOM de la zone euro



évolution sur un an des prix à la consommation

+0,3% dans la zone du franc Pacifique

> la hausse des taux d'intérêt pèse sur la dynamique de crédit



Taux moyen des crédits aux particuliers à fin 2023 :

- à la consommation : autour de 6%
- à l'habitat : entre 3% et 4%



Les crédits à l'habitat ralentissent

Un climat des affaires qui se dégrade face aux différents chocs

> l'indicateur du climat des affaires baisse mais reste globalement au-dessus de la moyenne de long-terme



2023 est marquée par des chocs propres à chaque territoire d'outre-mer : crise de l'eau, crise du nickel, événements climatiques, mouvements sociaux, ...

> l'emploi salarié reste bien orienté mais des difficultés de recrutement persistent

+0,5% Antilles - Guyane
+1,2% La Réunion
+1,6% COM du Pacifique (au T3 2023, hors Wallis-et-Futuna)

France
+1,2%

évolution sur un an de l'emploi salarié

2024 : la perspective d'une fragilisation des entreprises et d'un recul de l'activité dans certains territoires

Les défaillances d'entreprises ont retrouvé, voire dépassé, leur niveau d'avant Covid

2290

défaillances en 2023 en Outre-mer

+36%

par rapport à 2022



> les secteurs de la construction et du commerce davantage concernés

Dans certaines géographies, une baisse d'activité est anticipée début 2024

C'est le cas à Mayotte, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie



Nouvelle-Calédonie : les modalités de sortie de crise du secteur du nickel sont encore incertaines

A moyen terme : les conditions d'un chemin de croissance durable

Augmenter l'investissement productif privé



L'investissement des entreprises (rapporté à la population) est partout **inférieur au niveau national**

Mieux intégrer les Outre-mer dans leur environnement régional

Les fournisseurs commerciaux des territoires d'outre-mer sont concentrés dans l'hexagone



Créer les conditions de la compétitivité et de l'attractivité

> Accélérer la transformation numérique, réduire les délais de paiement

> Libérer le foncier, concrétiser les projets de transport, réduire l'insécurité

